

DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL

SEANCE DU JEUDI 20 JUIN 2024

OBJET MIS EN DELIBERATION :

**N°2024-03-04 : ADHESION A LA MISSION DE MEDIATION PREALABLE OBLIGATOIRE (MPO)
MISE EN ŒUVRE PAR LE CIG PETITE COURONNE**

Membres composant le Comité Syndical	9	totalisant	100	voix
Délégués composant le Comité Syndical	21	totalisant	100	voix
Membres présents	7			
Délégués présents	11	totalisant	57	voix
Délégués excusés et représentés	6	totalisant	29	voix
Délégués absents excusés	4	totalisant	14	voix

Pour	86 voix
Contre	0 voix
Absentions	0 voix
Ne prennent pas part au vote	0 voix

L'an deux mil vingt-quatre, le 20 juin, à quinze heures et trente-cinq minutes, les membres du Comité Syndical se sont réunis à l'Hôtel de Ville de Saint-Maur, sous la présidence de Monsieur Sylvain BERRIOS Président. Ils avaient été convoqués le 12 juin 2024.

DELEGUES PRESENTS

M. BERRIOS, Président du Syndicat, représentant de l'EPT Paris Est Marne & Bois, (10 voix)
Mme SAUSSEREAU, Vice-Présidente, représentante de l'EPT Paris Est Marne & Bois, (8 voix)
Mme TOLLARD, représentante de l'EPT Paris Est Marne & Bois, (8 voix)
M. DESTOUCHES, représentant de l'EPT Paris Est Marne & Bois, (8 voix)
M. CHAFFAUD, représentant de l'EPT Grand Paris Sud Est Avenir, (5 voix)
M. BRUCH, représentant de l'EPT Grand Paris Grand Est, (5 voix)
Mme CLAVEAU, représentante de l'EPT Grand Paris Grand Est suppléante, (5 voix)
M. VEDIE, représentant de la Métropole du Grand Paris, (4 voix)
Mme DURAND, représentante du Conseil Départemental du Val de Marne (2 voix)
M. OUMARI, représentant du Syndicat Mixte pour l'Aménagement du Morbras, (1 voix)
Mme MANCA, représentante de Ports de Paris, (1 voix)

DELEGUES ABSENTS REPRESENTES

M. HELIN, Vice-Président, représentant de l'EPT Grand Paris Sud Est Avenir, qui a donné pouvoir à M. BERRIOS (5 voix)
M. FLESSELLES, Vice-Président, représentant de l'EPT Grand Paris Grand Est, qui a donné pouvoir à M. CHAFFAUD (5 voix)
Mme BARNIER, Vice-Présidente représentante de la Communauté d'Agglomération Paris-Vallée de la Marne, qui a donné pouvoir à M. BRUCH (5 voix)
M. BLUTEAU, représentant de l'EPT Grand Paris Grand Est, qui a donné pouvoir à Mme SAUSSEREAU (4 voix),
M. PHILIPPON, représentant de la Communauté d'Agglomération Paris-Vallée de la Marne qui a donné pouvoir à M. OUMARI (5 voix)
M. FEMEL, représentant de l'EPT Grand Paris Sud Est Avenir, qui a donné pouvoir à M. VEDIE (5 voix)

MEMBRES ABSENTS EXCUSES

Mme JARDIN, représentante de la Communauté d'Agglomération Paris-Vallée de la Marne, (5 voix)
M. OZTORUN, représentant de l'EPT Grand Paris Sud Est Avenir, (4 voix)
M. CATHALA, représentant de la Métropole du Grand Paris, (4 voix)
M. MIE, représentant de la Chambre de métiers 94, (1 voix)

ETAIENT EGALEMENT PRESENTS

M. DEBARRE, Directeur, Syndicat Marne Vive
Mme COCHARD, Animatrice SAGE Marne confluence, Syndicat Marne Vive
M. DEPEGE, Responsable des affaires générales, Syndicat Marne Vive
Mme MALAVAU, Stagiaire
Mme FEGHOUL PELLEREI, Stagiaire
M. DELLA-MUSSIA, Conseiller municipal Chennevières sur Marne
M. FEKIH, Chargé de mission inondation, CD 94
M. JEUFFROY, Chef de service, SMAM

DESIGNATION DU SECRETAIRE DE SEANCE

Mme TOLLARD est désignée pour remplir cette fonction, procède à l'appel nominal.

DESIGNATION DE L'AUXILIAIRE AU SECRETAIRE DE SEANCE

M. DEPEGE est désigné comme auxiliaire au secrétaire de séance, fonction qu'il accepte.

Accusé de réception en préfecture
094-259401057-20240620-2024-03-04-DE
Date de télétransmission : 22/07/2024
Date de réception préfecture : 22/07/2024

**N°2024-03-04 : ADHESION A LA MISSION DE MEDIATION PREALABLE OBLIGATOIRE (MPO)
MISE EN ŒUVRE PAR LE CIG PETITE COURONNE**

Le Comité Syndical ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu le code de justice administrative, notamment ses articles L. 213-11 à L. 213-14 et R. 213-10 à R. 213-13 ;

Vu la loi n°2021-1729 du 22 décembre 2021 pour la confiance dans l'institution judiciaire, notamment ses articles 27 et 28 ;

Vu le décret n°2022-433 du 25 mars 2022 relatif à la procédure de médiation préalable obligatoire applicable à certains litiges de la fonction publique et à certains litiges sociaux ;

Vu la délibération n°2022-30 du 14 juin 2022 du conseil d'administration du CIG petite couronne portant adoption de la convention d'adhésion à la mission de médiation préalable obligatoire ;

Vu le projet de convention d'adhésion à la mission de médiation préalable obligatoire à conclure avec le CIG de Petite Couronne, ci-annexée ;

Après examen et délibéré :

Article 1	Adhère à la mission de médiation préalable obligatoire mise en œuvre par le CIG Petite Couronne.
Article 2	Approuve le projet de convention d'adhésion à la mission de médiation préalable obligatoire à conclure avec le CIG de Petite Couronne, ci-annexée.
Article 3	Autorise Monsieur le Président à signer les conventions, ainsi que toutes pièces et documents nécessaires à la mise en œuvre de ces missions,
Article 4	Dit que les dépenses correspondantes à cette décision seront inscrites aux budgets 2024 et suivants.

Dit que la présente délibération sera transmise à Madame la Préfète du Val-de-Marne.

Fait et délibéré en séance le 20 juin 2024, les membres présents ayant signé la liste d'émargement.

M. le Président du Syndicat serait obligé envers Mme. la Préfète de bien vouloir porter à sa connaissance s'il a l'intention de déférer la présente décision devant la juridiction compétente.



Le Président,

Sylvain BERRIOS